

Argumentaire salarial Chimie / Pharma

Juillet 2026

Étude réalisée sur mandat d'Angestellte Schweiz

Mandat

Angestellte Schweiz

Personne de contact

Philipp Christen
Chef de projet
philipp.christen@bak-economics.com
T +41 61 279 97 23

Michael Grass
Responsable Analyses et études
Direction
michael.grass@bak-economics.com
T +41 61 279 97 23

Éditeur

BAK Economics
Elisabethenanlage 7
4051 Basel
T +41 61 279 97 00

Copyright © 2026 by BAK Economics AG
Tous droits réservés.

Résumé

Dans l'ensemble, une augmentation des salaires nominaux de 1.3 % semble réaliste pour l'industrie chimique et pharmaceutique en 2027.

Il s'agit d'une évaluation au niveau agrégé et donc d'une moyenne pour les entreprises de l'industrie chimique et pharmaceutique. L'hétérogénéité au sein de ces secteurs doit être prise en compte dans l'évolution des salaires, car certains segments et entreprises sont plus touchés que d'autres par la conjoncture internationale et la force du franc, en particulier dans l'industrie chimique.

Tab. 1: Recommandations pour les augmentations salariales 2027

Chimie / Pharma

1.3%

Source : BAK Economics

Arguments en faveur d'une augmentation modérée des salaires :

- Croissance réelle de la valeur ajoutée supérieure à la moyenne en 2027 par rapport à l'ensemble de l'économie
- Évolution de la productivité durablement positive
- Potentiel de rattrapage à long terme : depuis 2001, les salaires nominaux ont progressé nettement moins que la productivité
- La forte demande de main-d'œuvre hautement qualifiée exige une rémunération compétitive
- L'inflation de 0.7 % constitue une limite inférieure pour les ajustements salariaux, en deçà de laquelle il ne faudrait pas descendre afin de préserver le pouvoir d'achat réel.

Arguments en faveur d'une faible augmentation des salaires :

- Pression persistante sur les prix : le recul des prix à la production dans la chimie et la pharma pèse sur les marges
- Les droits de douane américains et le système américain de prix de référence accroissent la pression sur la rentabilité et créent une incertitude en matière de planification
- Le franc fort affaiblit la compétitivité-prix des exportations
- Le déplacement structurel de la production et des investissements vers les États-Unis limite la croissance de l'emploi en Suisse

Table des matières

1. Production et contexte actuel	5
2. Prévisions conjoncturelles	8
3. Focus sur les négociations salariales	10
4. Analyse	13
5. Conclusion	20

1. Production et contexte actuel

L'année 2025 a été positive pour la branche chimique et pharmaceutique : la valeur ajoutée brute réelle a progressé, l'emploi a augmenté et la productivité du travail a nettement crû. La branche consolide ainsi sa position de moteur important de l'économie suisse. Au premier trimestre 2026, la disparition des effets d'anticipation de l'année précédente se fait toutefois nettement sentir : la production (–17 %) comme les exportations (–23 %) ont fortement reculé, ce qui s'explique essentiellement par la valeur de comparaison exceptionnellenent élevée du premier trimestre 2025, lorsque les entreprises avaient fortement augmenté leur production et leurs exportations en prévision des droits de douane américains annoncés. Les prix à la production ont baissé de –4.8 %. L'emploi se distingue positivement : avec +0.7 %, il continue de croître légèrement et souligne la robustesse structurelle du marché du travail suisse dans le domaine chimique et pharmaceutique.

Tab. 2: Croissance

Croissance 2026 : 1er trimestre*

Production	Exportations	Emploi	Prix
-17%	-23%	+0.7%	-4.8%

*Variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente

Croissance 2025:

Valeur ajoutée	Emploi	Productivité
+7.5%	+1.3%	+6.1%

Source : BAK Economics

Production industrielle

La production industrielle de la branche chimique et pharmaceutique a évolué globalement de manière positive en 2025, portée par une forte croissance de la production pharmaceutique. L'industrie chimique a en revanche enregistré un léger recul, en raison de l'extinction des effets de rattrapage liés au Covid. Au premier trimestre 2026, la tendance s'est inversée : la production pharmaceutique a nettement reculé (–19.5 %), tandis que la chimie stagnait. Ce fort recul dans la pharma s'explique au moins en partie par des effets d'anticipation : au premier trimestre 2025, les entreprises avaient fortement augmenté leur production en prévision des droits de douane américains annoncés et face à l'incertitude quant au moment et à l'ampleur de l'impact sur les produits pharmaceutiques, ce qui fausse d'autant la comparaison avec l'année précédente.



Prix à la production

Les prix à la production de la branche chimique et pharmaceutique ont été sous pression en 2025 : les prix ont reculé aussi bien dans la chimie que dans la pharma, la pharma étant plus fortement touchée. Au premier trimestre 2026, cette tendance s'est nettement accentuée : l'industrie pharmaceutique est structurellement marquée par une baisse à long terme des prix à la production, qui s'est encore renforcée au premier trimestre 2026 avec -5.1 %. Dans la chimie également, le recul s'est intensifié pour atteindre -2.1 %.

Fig. 1: Production industrielle

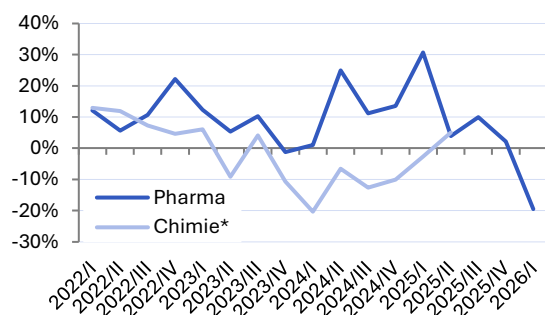
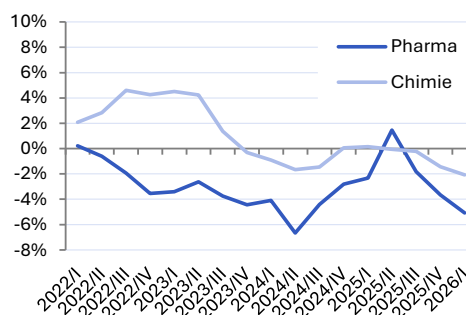


Fig. 2: Prix à la production



* y compris cokéfaction et traitement des huiles minérales
Variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente
Source : BAK Economics

Emploi

L'évolution de l'emploi dans la branche chimique et pharmaceutique a suivi deux trajectoires en 2025 : l'industrie pharmaceutique a continué d'enregistrer une croissance positive, tandis que l'industrie chimique a dû composer avec un léger recul. Au premier trimestre 2026, cette divergence s'est accentuée : l'industrie pharmaceutique a encore accru l'emploi (+2.0 %), tandis que l'industrie chimique enregistrait un recul plus marqué (-2.3 %).

Exportations

Les exportations de la branche chimique et pharmaceutique ont encore évolué globalement de manière légèrement positive en 2025, avec toutefois un affaiblissement croissant à partir du deuxième trimestre. Au premier trimestre 2026, les exportations se sont nettement effondrées : les exportations pharmaceutiques ont reculé de -25.1 %, celles de la chimie de -14.9 %. Ce fort recul s'explique essentiellement par des effets d'anticipation : au premier trimestre 2025, les entreprises avaient tiré parti de leurs exportations tant que les produits pharmaceutiques étaient encore exemptés du régime douanier américain et avaient avancé leurs livraisons en conséquence. Depuis le début 2026, des droits de douane forfaitaires de 15 % au maximum s'appliquent désormais aux importations de produits pharmaceutiques de la Suisse vers les États-Unis, les entreprises disposant d'une implantation aux États-Unis et d'un accord correspondant en étant exemptées. Selon la configuration des entreprises, ces réglementations devraient affecter de manière plus ou moins marquée l'évolution future des exportations.

Fig. 3: Croissance de l'emploi

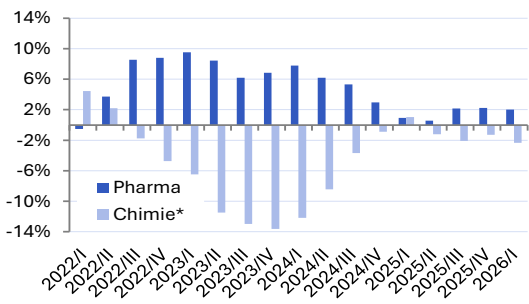
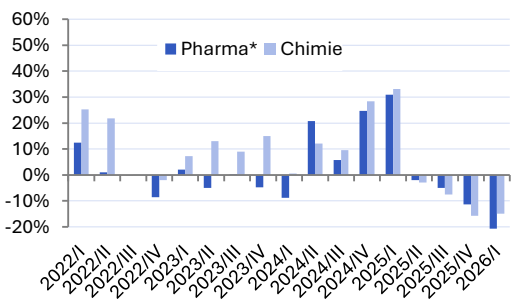


Fig. 4: Exportations nominales



* y compris cokéfaction et traitement des huiles minérales
Variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente
Source : BAK Economics

2. Prévisions conjoncturelles

Contexte mondial

Du point de vue conjoncturel, la question centrale est de savoir dans quelle mesure et pour combien de temps la production d'énergie ainsi que le transport de pétrole et de gaz seront affectés par la guerre en Iran. Les négociations de paix entre les États-Unis et l'Iran ont entre-temps apporté une nette détente sur les marchés mondiaux des matières premières. Pour sa prévision de base, BAK part du principe que les évolutions décrites ici seront également déterminantes pour les mois à venir. Comme le montrent les nouveaux affrontements de juillet, la situation reste toutefois tendue et le potentiel de rechute élevé.

Mais même sous les hypothèses de notre prévision de base, la guerre en Iran se fait nettement sentir dans le contexte mondial en 2026. BAK table sur une croissance du PIB mondial de 2.4 % en 2026. Avant la guerre en Iran, BAK tablait encore sur une croissance mondiale de l'ordre de 3.0 %.

Pour les États-Unis, BAK prévoit une croissance du PIB de 2.1 % en 2026. La politique budgétaire expansionniste et le boom des investissements des entreprises porté par l'IA soutiennent la croissance économique américaine. Dans l'ensemble, les prix élevés de l'énergie représentent toutefois une charge pour les dépenses de consommation.

Fortement dépendante des importations de pétrole et de gaz, la zone euro est exposée à un choc stagflationniste du fait de la guerre en Iran. Pour 2026, BAK n'attend qu'une croissance du PIB de l'ordre de 0.4 %. Pour 2027, une progression de 1.4 %. La forte hausse des prix de l'énergie pèse sur les revenus réels, la confiance des consommateurs et les dépenses de consommation.

Suisse

Pour le produit intérieur brut suisse, BAK prévoit une croissance de 0.8 % en 2026. L'inflation devrait s'établir en moyenne à 0.6 %. Pour 2027, une progression du PIB accélérée mais toujours inférieure à la moyenne, de 1.4 %, est attendue (données du PIB corrigées des grands événements sportifs).

La forte incertitude pèse sur l'activité d'investissement mondiale comme suisse et sur la demande d'exportations suisses. Les investissements en machines et installations devraient de nouveau reculer en 2026 ; une reprise durable ne se dessine pas avant 2027 au plus tôt.

En dehors des exportations et des investissements, l'économie intérieure reste un soutien relatif. Des taux d'intérêt réels bas ainsi qu'une immigration toujours positive, quoique perdant en dynamisme, portent la croissance, tandis que la baisse des prix de l'électricité par rapport à 2025 et la hausse plus modérée des loyers atténuent la perte de pouvoir d'achat des ménages liée à la hausse des prix de l'essence. Le chômage augmente certes encore légèrement d'ici la fin de l'année, dans le sillage de la faiblesse conjoncturelle, passant de 3.1 % actuellement à 3.2 %. Il n'atteint toutefois pas un niveau susceptible d'entraver massivement la propension à consommer des ménages privés. À cela s'ajoute la conjoncture de la construction, de nouveau en reprise après une longue traversée du désert.

La hausse globalement modérée de l'inflation n'exige aucune réaction de politique monétaire de la part de la BNS pour 2026 et 2027. En période d'incertitude, le franc reste recherché comme valeur refuge. Nous partons toutefois du principe que la BNS répondra à

d'éventuelles poussées d'appréciation par des interventions sur le marché des changes et que le franc suisse continuera ainsi d'évoluer dans une fourchette de 0.90 CHF/euro à 0.95 CHF/euro.

Tab. 3: Prévisions de croissance de la branche Chimie-Pharma

Croissance 2026		Croissance 2027	
Valeur ajoutée	Emploi	Valeur ajoutée	Emploi
4.1%	0.5%	6.2%	0.5%

Valeur ajoutée en termes réels

Source : BAK Economics

Fig. 5: Valeur ajoutée brute réelle

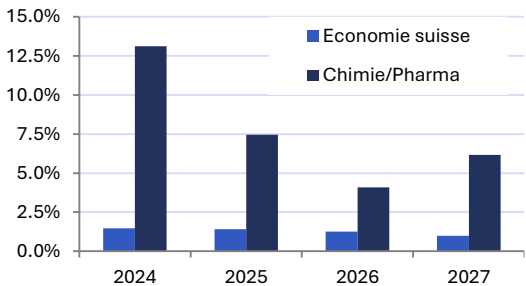
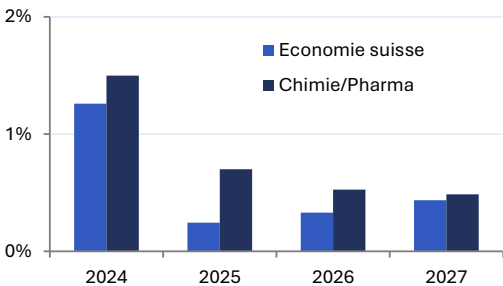


Fig. 6: Emploi



Variation en %
Source: BAK Economics

Pour l'industrie pharmaceutique, l'environnement réglementaire et de politique commerciale avec les États-Unis s'est profondément modifié.

Depuis le début 2026, les États-Unis appliquent pour la première fois des droits de douane sur les importations de produits pharmaceutiques, dont les entreprises suisses sont également touchées. Parallèlement, les États-Unis réorientent leurs prix des médicaments sur un panier de pays de référence, dont la Suisse. Ce système de prix de référence engendre une pression indirecte sur les prix suisses, qui se répercute par des voies détournées sur les recettes réalisées sur le marché le plus important, les États-Unis. Dans ces conditions, il devient de moins en moins rationnel pour les entreprises pharmaceutiques d'introduire chaque médicament sur le marché suisse.

Ces évolutions accroissent la pression sur les sites suisses : les entreprises annonçant des investissements considérables aux États-Unis, une forte croissance de l'emploi en Suisse n'est pas à attendre à court et moyen terme. À long terme, l'industrie pharmaceutique suisse reste compétitive grâce à sa forte capacité d'innovation et à sa spécialisation.

3. Focus sur les négociations salariales

En vue des négociations salariales, ce chapitre formule des principes directeurs et présente le contexte économique. Il en résulte des arguments pour les prochaines négociations salariales.

Principes directeurs

La situation économique, essentielle pour la marge de manœuvre dans les négociations salariales, a des répercussions différentes non seulement d'une branche à l'autre, mais aussi d'une entreprise à l'autre. Malgré la difficulté qui en résulte de tirer des conclusions générales pour les négociations salariales, nous expliquons ci-après, à l'aide de différents principes directeurs, les éléments sur lesquels peuvent se fonder les revendications salariales.

1. Le développement durable d'une entreprise passe par une politique salariale équilibrée

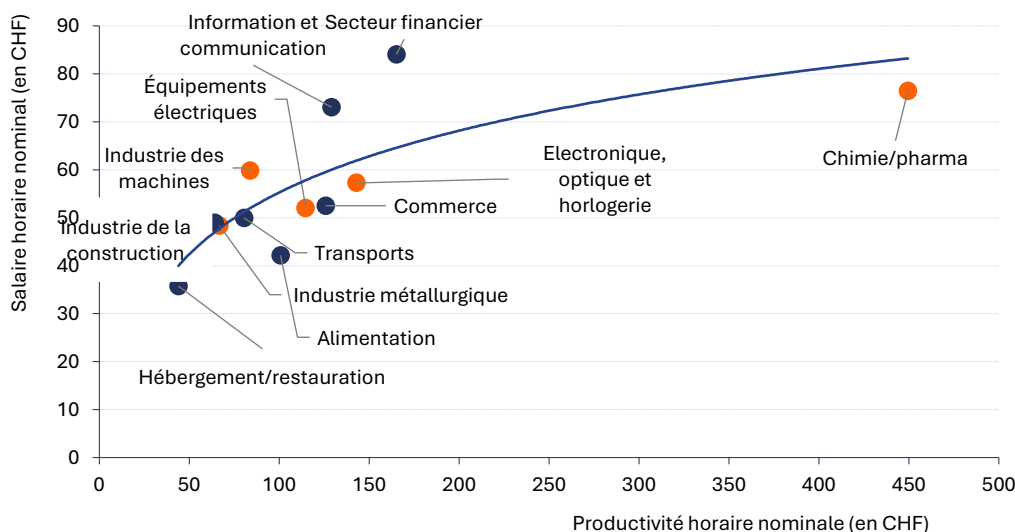
Les employeurs comme les employés ont tout intérêt à une politique salariale équilibrée. Les salaires devraient en principe être équitables et axés sur la performance. L'évolution des salaires devrait en outre préserver la compétitivité en matière de coûts et de main-d'œuvre qualifiée, et garantir la capacité d'investissement et d'innovation de l'entreprise.

2. Alignement de la politique salariale sur le principe de la performance

Selon le principe de performance, les salaires devraient être étroitement liés à la performance. La performance (économique) s'exprime par la valeur ajoutée brute, qui mesure la « valeur ajoutée » générée dans le processus de production par l'utilisation du travail et du capital (machines et infrastructure). Il existe un lien étroit entre la part de la valeur ajoutée générée par le facteur travail (productivité horaire nominale) et la rémunération (salaire nominal) : plus la productivité est élevée dans une branche, plus le niveau des salaires est en règle générale élevé. La comparaison de grandeurs nominales intègre l'évolution de l'inflation dans l'analyse. Cette relation est représentée par la ligne de la figure 7.

Le salaire nominal se situe généralement en dessous de la productivité nominale, car le capital doit être rémunéré en plus du facteur de production travail. De plus, la relation n'est pas linéaire : elle s'aplatit à mesure que la productivité augmente. L'une des raisons en est que les branches à forte productivité produisent généralement de manière plus intensive en capital que les branches d'un segment de productivité inférieur, ce qui accroît de manière plus que proportionnelle la rémunération du facteur capital.

Fig. 7: Lien entre la rémunération et la productivité horaire nominale, 2025



Source : BAK Economics

Par conséquent, plus la valeur ajoutée générée par une entreprise grâce à l'utilisation du facteur travail est élevée, plus la rémunération devrait tendanciellement l'être également. Ainsi, si l'on suppose une part des salaires¹ inchangée, une augmentation de la productivité nominale entraîne logiquement une hausse du salaire nominal. C'est le cas lorsque le volume produit par heure de travail ou les prix de vente peuvent être augmentés².

Toutefois, la part des salaires n'est pas gravée dans le marbre ; elle résulte souvent bien davantage du pouvoir, ou de l'habileté, de négociation des partenaires sociaux. Ce pouvoir de négociation est fortement influencé par la situation sur le marché du travail. Alors qu'un chômage élevé renforce le pouvoir de négociation des employeurs, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée soutient à l'inverse la position des salariés.

3. La croissance de la productivité comme indicateur de l'amélioration des performances

En dehors d'une situation où l'intensité capitaliste évolue systématiquement dans une branche, un découplage durable de la croissance de la productivité et des salaires est problématique à long terme, car une telle évolution peut conduire à une mise en danger de la compétitivité³. Soit parce que les coûts (salariaux) ont trop augmenté et que l'on perd en compétitivité-prix. Soit parce que les salaires n'ont pas assez augmenté et que l'on n'est plus concurrentiel dans la course aux collaborateurs bien formés. Dans ce cas, la compétitivité qualitative, autrement dit la capacité d'innovation,

¹ La part des salaires correspond aux coûts salariaux unitaires réels et mesure la part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée brute d'une branche.

² Des prix de vente plus élevés conduisent à une productivité nominale plus élevée, à condition que les hausses de prix ne soient pas érodées par une augmentation des coûts des biens intermédiaires.

³ Par exemple, si, à emploi égal, une augmentation de la valeur ajoutée est obtenue par la seule augmentation de l'utilisation du capital, le gain de valeur ajoutée devra être utilisé en priorité pour rémunérer le capital supplémentaire mis en œuvre. Une augmentation de salaire en fonction de la hausse de la productivité ne serait pas adéquate dans ce cas.

en pâtit tôt ou tard.

4. La capacité d'innovation a besoin de capital et de têtes pensantes

Dans l'industrie high-tech en particulier, le succès d'une entreprise ne peut être assuré que par une capacité d'innovation intacte et par un investissement constant dans la R&D. Ceux-ci dépendent directement du niveau de qualification des travailleurs, mais aussi du capital investi par les entreprises. Afin de conserver les meilleurs spécialistes ou d'en attirer de nouveaux, une rémunération compétitive devrait donc être proposée en permanence. En particulier dans le contexte de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans certains domaines, il est décisif pour les entreprises de maintenir leur attractivité pour les spécialistes qualifiés.

5. Adaptation à l'inflation pour maintenir le pouvoir d'achat

Après la crise financière et économique de 2008, les prix en Suisse (mesurés par l'indice des prix à la consommation) sont restés constants sur de larges périodes, et ont même parfois baissé. Sur des périodes plus longues, cela constitue une situation macroéconomique exceptionnelle. Depuis 2017, l'inflation est de retour et devrait – à l'exception de l'année 2020, où les tendances déflationnistes ont prévalu en raison de la crise – rester présente ces prochaines années également. Elle se situera toutefois, tant cette année que l'an prochain, nettement en dessous des taux d'inflation élevés des années 2022 à 2024. Cette évolution doit être prise en compte lors des négociations salariales, afin d'éviter aux salariés des pertes de pouvoir d'achat liées à l'inflation.

4. Analyse

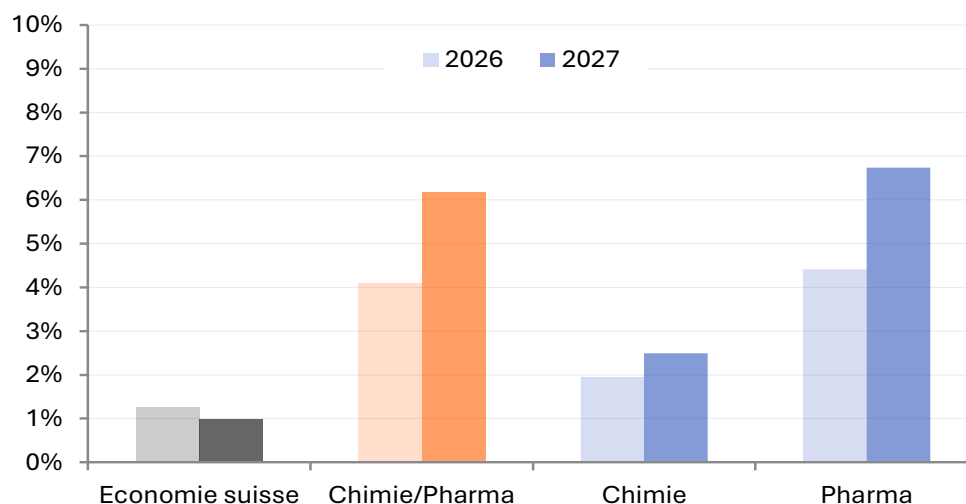
Évolution de la conjoncture

Malgré un environnement mondial exigeant, l'industrie chimique et pharmaceutique évolue nettement mieux que l'ensemble de l'économie suisse et reste un moteur de croissance important. BAK Economics prévoit pour 2027 une croissance de la valeur ajoutée brute réelle de 6.2 %. L'évolution nominale sera plus faible en raison de la pression persistante sur les prix des médicaments.

Le franc fort demeure un facteur de charge structurel pour la compétitivité à l'exportation. Parallèlement, les nouvelles réglementations américaines en matière de droits de douane et de prix accroissent la pression d'adaptation sur la branche, plus ou moins ressentie d'une entreprise à l'autre selon le portefeuille de produits et la stratégie de marché.

Dans l'ensemble, les perspectives conjoncturelles de l'industrie chimique et pharmaceutique sont meilleures que celles de l'économie suisse dans son ensemble, ce qui justifie une certaine marge pour des augmentations de salaire. L'hétérogénéité au sein de la branche doit toutefois être prise en compte : certains segments et entreprises sont plus touchés que d'autres par la force du franc, la pression américaine sur les prix et les nouvelles réglementations douanières, en particulier dans l'industrie chimique.

Fig. 8: Évolution de la valeur ajoutée brute réelle par secteur



Variation en % par an.

Source : BAK Economics

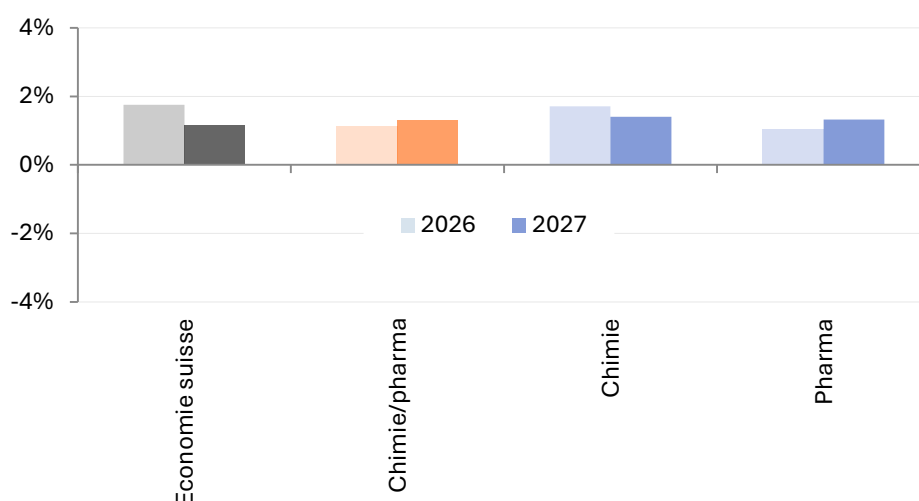
Croissance de la productivité

La productivité horaire nominale de la branche chimique et pharmaceutique évolue positivement au cours des deux années de prévision. En 2026, la productivité progresse modérément aussi bien dans la chimie que dans la pharma, la chimie augmentant un peu plus fortement ; la branche reste toutefois en deçà de l'ensemble de l'économie.

En 2027, la croissance se poursuit : la branche dans son ensemble atteint +1.3 %, portée à parts égales par la chimie (+1.4 %) et la pharma (+1.3 %). L'ensemble de l'économie croît légèrement moins vite, à +1.2 %, de sorte que l'industrie chimique et pharmaceutique affiche de nouveau, l'an prochain, une évolution de la productivité supérieure à la moyenne.

Dans l'ensemble, l'évolution durablement positive de la productivité fournit un argument en faveur d'augmentations de salaire modérées dans la branche.

Fig. 9: Évolution de la productivité horaire nominale par secteur



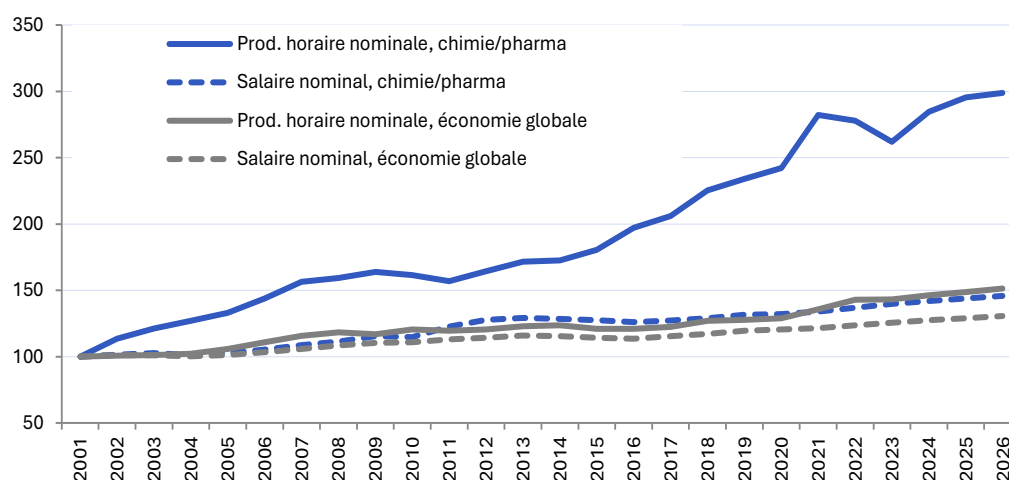
À prix courants, variation en % par an.
Source : BAK Economics

Évolution des salaires et de la productivité

Pour une politique salariale durable, il est important que la croissance des salaires et celle de la productivité ne divergent pas trop l'une de l'autre sur le long terme. Une analyse de l'évolution des salaires et de la productivité depuis 2001 montre que la productivité horaire nominale de l'industrie chimique et pharmaceutique a progressé nettement plus fortement que les salaires nominaux sur l'ensemble de la période considérée.

La différence entre la croissance de la productivité et celle des salaires est nettement plus marquée dans l'industrie chimique et pharmaceutique que dans l'ensemble de l'économie suisse. La part des revenus salariaux dans la valeur ajoutée a diminué dans ce contexte, et l'intensité en capital a augmenté. Les marges de manœuvre financières dégagées par les gains d'efficacité alimentent, dans une mesure accrue, le rendement du capital, dans la mesure où elles ne sont pas répercutées sur la clientèle sous forme de baisses de prix. Malgré cela, une certaine marge pour des augmentations de salaire devrait exister.

Fig. 10: Évolution de la rémunération et de la productivité horaire nominale



Indexé, 2001 = 100.

Source : BAK Economics

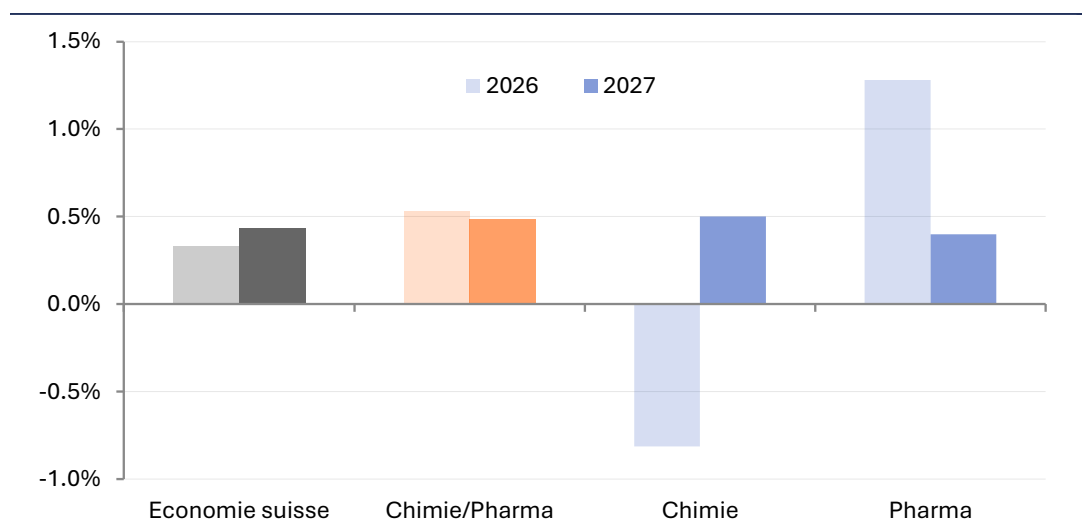


Emploi

L'emploi dans la branche chimique et pharmaceutique croît de +0.5 % en 2027, soit un peu plus fortement que l'ensemble de l'économie. La croissance demeure ainsi modérée et confirme l'image d'une branche certes stable, mais qui, en raison de la pression croissante à l'investissement aux États-Unis, n'enregistre pas de forte croissance de l'emploi en Suisse.

La branche chimique et pharmaceutique se caractérise par une forte capacité d'innovation et une production complexe, à forte valeur ajoutée. La demande de main-d'œuvre hautement qualifiée est en conséquence élevée, ce qui plaide fondamentalement en faveur de salaires compétitifs. La pression croissante sur la rentabilité de la recherche et du développement, ainsi que la tendance à une production proche des patients hors de Suisse, limitent toutefois la marge pour des augmentations de salaire marquées.

Fig. 11: Prédiction de l'évolution de l'emploi



Variation en % par an.

Source : BAK Economics

Taux de change

Le franc suisse a continué de s'apprécier face à l'euro et s'établit en 2026, en moyenne annuelle, à EUR/CHF 0.92, après 0.94 l'année précédente. Face au dollar américain également, le franc s'est de nouveau renforcé : le cours USD/CHF s'établit à 0.79 en 2026, après 0.83 l'année précédente. Pour 2027, une légère stabilisation est attendue pour l'euro (EUR/CHF 0.93), à cours du dollar inchangé (USD/CHF 0.79).

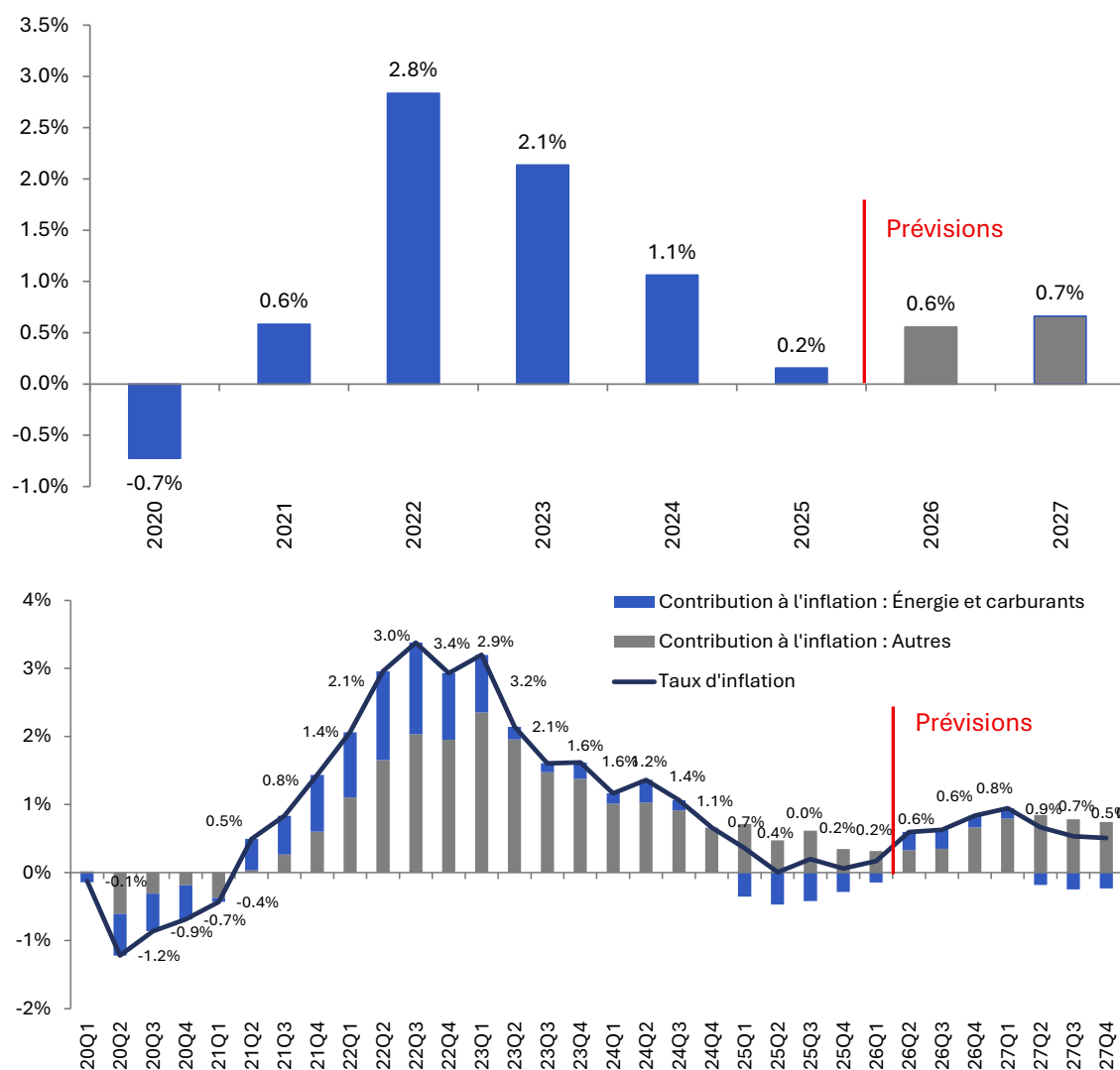
Un franc fort complique les conditions d'exportation, d'autant qu'une grande partie des exportations suisses de la chimie et de la pharma sont destinées à l'UE et aux États-Unis. Dans les négociations salariales, on argue fréquemment de la force du franc. Il convient toutefois de noter que celle-ci a deux effets opposés : d'une part, elle pèse sur les exportations ; d'autre part, elle rend meilleur marché l'achat de biens intermédiaires.



Renchérissement / inflation

Après la poussée inflationniste de 2022 (2.8 %) et 2023 (2.1 %), l'inflation a rapidement reculé pour s'établir à 1.1 % en 2024, puis à seulement 0.2 % en 2025. Ce recul s'explique de manière déterminante par la contribution de l'énergie et des carburants, dont l'effet a été modérateur sur les prix. L'inflation sous-jacente (hors énergie et carburants) a elle aussi reculé, tout en restant légèrement positive à 0.5 %. Pour 2026, une hausse modérée de l'inflation globale à 0.6 % est attendue. En 2027, l'inflation devrait se maintenir à un niveau similaire, à 0.7 %. L'inflation se maintient ainsi toujours nettement à l'intérieur de la zone de stabilité de la BNS et demeure un argument de second plan en faveur d'augmentations de salaire. Elle constitue toutefois une limite inférieure, en deçà de laquelle il ne faudrait pas descendre lors de la fixation des ajustements salariaux.

Fig. 12: Inflation : valeurs historiques et prévisions



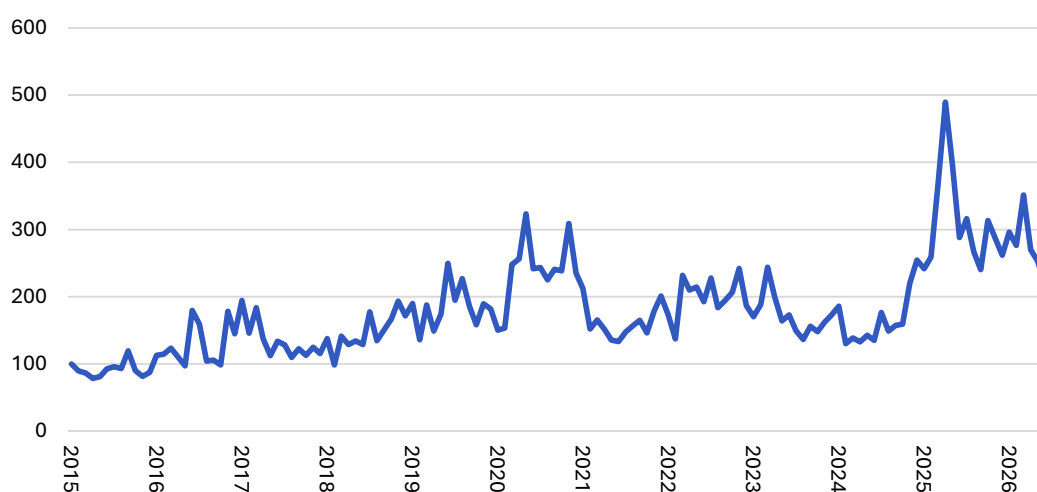
Variation en % par an.

Source : BAK Economics

Incertitude

L'incertitude mondiale en matière de politique économique (Economic Policy Uncertainty Index) a atteint un nouveau niveau record en 2025 et reste élevée en 2026. Du point de vue suisse, la question douanière non résolue avec les États-Unis est au premier plan. Le régime douanier a été modifié à plusieurs reprises depuis 2025, et les négociations en vue d'un accord commercial durable se poursuivent. Tant qu'aucun accord contraignant n'aura été trouvé, la sécurité de planification des entreprises exportatrices restera limitée. À l'échelle mondiale, l'escalade du conflit américano-iranien et la restriction temporaire du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz qui y est liée ont encore accru l'incertitude. De grandes compagnies de transport de conteneurs ont adapté leurs itinéraires, ce qui allonge les délais de livraison et augmente les coûts de fret. L'évolution des prix de l'énergie reste imprévisible.

Fig. 13: Indice d'incertitude politique



Indice, janv. 2015 = 100

Source : Global Economic Policy Uncertainty Index, BAK Economics



5. Conclusion

En résumé, il existe en 2027, dans l'industrie chimique et pharmaceutique, une marge modérée pour des augmentations de salaire :

Contexte macroéconomique global :

- L'industrie chimique et pharmaceutique évolue, au cours des deux années de prévision, nettement mieux que l'ensemble de l'économie suisse et reste un moteur de croissance important. Les perspectives conjoncturelles justifient ainsi, fondamentalement, une certaine marge pour des augmentations de salaire. Le franc suisse demeure structurellement fort et pèse sur la compétitivité à l'exportation vis-à-vis des principaux débouchés dans l'UE et aux États-Unis. Aucun allègement substantiel n'est à attendre, même à moyen terme. L'inflation demeure à un niveau bas et ne constitue pas un moteur central des revendications salariales. Elle constitue toutefois la limite inférieure en deçà de laquelle il ne faudrait pas descendre lors des ajustements salariaux, afin d'éviter des pertes réelles de pouvoir d'achat. L'incertitude en matière de politique économique reste élevée : la question douanière non résolue avec les États-Unis ainsi que le nouveau système américain de prix de référence pour les médicaments pèsent sur la sécurité de planification. La pression à l'investissement en direction des États-Unis freine la croissance de l'emploi sur le site suisse à court et moyen terme.

Évaluation par sous-secteur :

- **Industrie pharmaceutique :** L'industrie pharmaceutique est confrontée à un environnement de politique commerciale fondamentalement transformé. Les droits de douane américains sur les importations de produits pharmaceutiques en provenance de Suisse, appliqués pour la première fois, touchent les entreprises de manière très différente selon leur structure d'implantation, leur portefeuille de produits et leur pouvoir de fixation des prix. Le système américain de prix de référence exerce une pression indirecte supplémentaire sur les prix suisses. Les prix à la production sont structurellement en recul, lequel s'est nettement renforcé au premier trimestre 2026. Le fort recul des exportations au premier trimestre 2026 s'explique toutefois essentiellement par des effets d'anticipation et devrait se normaliser. L'emploi continue de croître positivement, ce qui souligne la robustesse structurelle du marché du travail suisse dans le domaine pharmaceutique. La forte demande de main-d'œuvre hautement qualifiée plaide fondamentalement en faveur de salaires compétitifs, mais la pression croissante sur la rentabilité et les tendances à la délocalisation en limitent la marge.
- **Industrie chimique :** L'industrie chimique souffre en 2026 de la disparition des effets de rattrapage liés au Covid ainsi que du recul des prix à la production. Le recul des exportations au premier trimestre 2026 est certes important, mais, comme dans la pharma, en partie faussé par la base exceptionnellement élevée de l'année précédente. L'emploi est en recul, ce qui affaiblit la position de négociation des salariés. La branche est très diversifiée dans ses activités et ses débouchés, raison pour laquelle les effets varient fortement d'une entreprise à l'autre. À long terme, l'industrie chimique reste compétitive à l'international, en particulier les entreprises qui approvisionnent l'industrie pharmaceutique.

Tab. 4: Recommandations pour les augmentations salariales 2027

	2027		2021-2026		2001-2026	
	Salaire nominal	Prod. du travail	Salaire nominal	Prod. du travail	Salaire nominal	Prod. du travail
Chimie/ Pharma	1.3%	1.3%	2.2%	1.1%	1.5%	4.5%

Remarques : Prod. du travail = productivité horaire nominale. Salaire nominal = salaire par personne occupée (équivalents plein temps). Taux de croissance moyens en % par an.

Source : BAK Economics

Dans l'ensemble, une augmentation des salaires nominaux de 1.3 % apparaît réaliste pour 2027 dans la branche chimique et pharmaceutique. Sont déterminants à cet égard la croissance de la valeur ajoutée supérieure à la moyenne ainsi que le retard considérable, à long terme, des salaires nominaux par rapport à l'évolution de la productivité depuis 2001. L'hétérogénéité au sein de la branche doit être prise en compte dans l'évolution des salaires, car certains segments et entreprises sont plus ou moins touchés selon leur portefeuille de produits, leur accès au marché américain et leur pouvoir de fixation des prix.

Arguments en faveur d'une augmentation modérée des salaires :

- Croissance réelle de la valeur ajoutée supérieure à la moyenne en 2027 par rapport à l'ensemble de l'économie
- Évolution de la productivité durablement positive
- Potentiel de rattrapage à long terme : depuis 2001, les salaires nominaux ont progressé nettement moins que la productivité
- La forte demande de main-d'œuvre hautement qualifiée exige une rémunération compétitive
- L'inflation de 0.7 % constitue une limite inférieure pour les ajustements salariaux, en deçà de laquelle il ne faudrait pas descendre afin de préserver le pouvoir d'achat réel.

Arguments en faveur d'une faible augmentation des salaires :

- Pression persistante sur les prix : le recul des prix à la production dans la chimie et la pharma pèse sur les marges
- Les droits de douane américains et le système américain de prix de référence accroissent la pression sur la rentabilité et créent une incertitude considérable en matière de planification
- Le franc fort affaiblit la compétitivité-prix des exportations
- Le déplacement structurel de la production et des investissements vers les États-Unis limite la croissance de l'emploi en Suisse

— **bak-economics.com**